ASSEMBLÉE NATIONALE

Note sur les ponctions fiscales faites depuis 2012 par la majorité socialiste sur les entreprises et les ménages

EXTRAITS :

…. « Le constat est accablant.

En cumulé depuis 2012, la majorité socialiste a ordonné la ponction en net de plus de 9 milliards d'euros sur la capacité de financement des entreprises.

Plus grave encore, elle aura ponctionné à ce jour plus de 80 milliards d'euros de pouvoir d'achat directement auprès des Français.

Dans son discours, le gouvernement prétend surcompenser par ses projets les contributions supplémentaires des entreprises.

Mais à ce jour, le compte n'y est pas.

Quand aux Français, c'est carrément le massacre fiscal. En moins de trois ans, la majorité leur aura pris l'équivalent d'une année et demie d'impôt sur le revenu !

Pour les aveugler, les socialistes ont multiplié les augmentations et la création de micro-taxes. Dans leur discours, ils diront que certaines des taxes profitent aux institutions déconcentrés et décentralisées de la République. Certes, mais c'est pour mieux masquer leur désengagement en contrepartie, parfois massif à l'instar de la baisse de la dotation de fonctionnement des collectivités, pourtant juste contrepartie des lois de décentralisation depuis 35 ans.

Les socialistes expliquent qu'ils redoublent d'efforts pour parvenir à respecter le plafond de 3% du déficit du PIB. Mais en 32 mois, qu'ont-ils fait ? Ils ont d'abord prélevé des impôts en plus et dépensé en plus.

Non seulement cette méthode est douloureuse pour les Français, mais en plus elle est contre-productive : les économistes l'ont montré, seule la baisse de la fiscalité induit une hausse équivalente du PIB, par l'augmentation de l'investissement et de la consommation, une augmentation de la croissance et donc à terme une baisse du chômage.

Alourdir les impôts à ce point dans un contexte de concurrence fiscale internationale, c'est s'aveugler totalement. La France est devenue l'un des pays européens où les prélèvements obligatoires sont les plus élevés, ce qui met en péril l'attractivité de notre pays pour les entreprises étrangères, sources d'emplois sur notre territoire.

Est-il utile de rappeler l'importance de la délocalisation progressive des centres de profit et de décision à laquelle nous assistons, le déficit de nos investissements directs à l'étranger ou la proportion croissante de notre capitalisation boursière détenue par l'étranger comme ultime preuve du massacre fiscal qui se déroule sous nos yeux.

De plus, cette chape de plomb qui s'est écroulée sur les Français induit également des effets psychologiques et sociaux délétères. Les hausses d'impôts ont cassé la confiance entre les Français et leurs services publics. Une taxation alourdie étouffe l'activité et les ambitions sociales. Elle ne rend plus suffisamment attractifs l'effort, le travail, la création et l'innovation.

Enfin, l'alourdissement de la fiscalité met en péril la cohésion de la société : le consentement à l'impôt diminue, les contribuables les plus aisés trouvent le moyen de contourner l'alourdissement de la ponction fiscale, tandis que les classes moyennes se trouvent encore plus pressurées et que dans le même temps les bas revenus sont exonérés. Une partie des Français a le sentiment que l'effort n'est plus équitable, d'où le sentiment, justifié, de ras-le-bol fiscal contre des impôts mal répartis, trop lourds et à l'utilisation remise en cause.

Le mécontentement contre l'impôt a déjà marqué notre histoire ; il a provoqué de nombreuses jacqueries, des mouvements sociaux et même des rébellions ouvertes contre l'Etat, dont la Révolution de 1789.

Malgré les alertes nombreuses et successives, la France continue à vivre sous perfusion de hausses d'impôts, mais s'en défend. La situation est simplement suicidaire.

Les socialistes disent vouloir modifier la donne aujourd'hui, mais c'est bien tard. Le mal est fait, et les Français souffrent déjà depuis deux ans et demi de ce massacre fiscal.

A l'aube des élections départementales, ils doivent plus que jamais savoir que plutôt que de faire des économies, plutôt que de se serrer la ceinture, c'est d'abord dans la poche des familles de France que les socialistes prendront l'argent pour tenter de réduire le déficit de l'Etat, réduction face à laquelle ils sont aujourd'hui en situation d'échec. »

Jérôme CHARTIER, Député du Val d'Oise, membre de la Commission des Finances
Le 2 mars 2015